



ACADÉMIE
DES SCIENCES
INSTITUT DE FRANCE



SFS | MED
Platform

Conférence Parménides XI

Montpellier – France, 17-18-19 juin 2025

Se nourrir en Méditerranée

Note de cadrage¹

La capacité de la population mondiale à trouver dans les systèmes alimentaires actuels (agrofourmiture, agriculture, transformation, distribution, industries...) la satisfaction de ses besoins alimentaires, en quantité et en qualité suffisante, est une question récurrente, source de nombreuses controverses et propositions de comment y arriver :

- L'action des pouvoirs publics et les nouvelles politiques agricoles doivent être conçues et articulées pour parvenir à cet objectif majeur.
- L'augmentation et l'évolution de la consommation alimentaire mondiale nécessitera de nouveaux modèles de production.
- La diversité des conditions agro-pédo-climatiques des pays et de leurs éventuelles complémentarités encouragent de nouveaux modèles d'échanges internationaux.
- Le dérèglement climatique oblige à revisiter les nombreuses solutions préconisées.

Dans ce contexte difficile, il est nécessaire de concevoir des systèmes alimentaires durables, rechercher les voies pour atteindre cet objectif et mettre en œuvre les moyens de la transition vers ces systèmes plus durables.

Les notions de sécurité alimentaire et de sécurité sanitaire ont depuis longtemps été convoquées dans le cadre de ce débat global, plus récemment, la notion de souveraineté alimentaire s'y est également invitée, en particulier à la faveur de la pandémie de COVID, qui a révélé les dépendances masquées par les performances quantitatives des systèmes alimentaires européens. Cette crise, la montée des inégalités socio-économiques entre pays et à l'intérieur de ceux-ci, ainsi que la recrudescence de conflits armés (au premier rang desquels celui entre l'Ukraine et la Russie), ont rappelé que la sécurité alimentaire ne dépend pas

¹ Mise à jour le 27/01/2025

seulement des performances de l'agriculture, mais aussi des circuits logistiques, de la disponibilité des intrants, de problématiques géopolitiques et ... du prix de l'énergie.

Un rapport de l'OCDE et de la FAO souligne à nouveau que dans la réduction des disparités de production primaire doivent être intégrés les paramètres des pertes et du gaspillage alimentaire, ainsi que ceux de la préservation des ressources naturelles (terres, eau, biodiversité), contribuant ainsi aussi à relativiser les enjeux de production primaire. D'autant que les politiques alimentaires précédentes se sont concentrées sur la disponibilité alimentaire – en adoptant une approche quantitative visant à accroître la production agricole – alors que peu d'attention a été accordée aux autres composantes de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à savoir l'accessibilité et l'utilisation des aliments. Nourrir une population mondiale croissante nécessite de nouvelles stratégies pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle avec une attention particulière qui doit être accordée aux modèles alimentaires pour assurer le développement de systèmes agroalimentaires durables.

L'ensemble de ces constats et questionnements, qui concernent la totalité de la planète, mérite, pour être pertinent, d'être approfondi en considérant des ensembles régionaux qui font sens de plusieurs points de vue : climatique, historique et géopolitique.

Le bassin Méditerranéen est l'un de ces ensembles, d'une part en ce qu'il est identifié depuis longtemps comme l'un des « hotspots » mondiaux du réchauffement climatique, d'autre part parce qu'il dispose d'une identité propre, construite au fil de l'histoire. Il a engendré de nombreuses institutions et politiques intergouvernementales destinées à traiter les problématiques spécifiques auxquelles il est confronté et à tenter de surmonter sa diversité.

Cette onzième édition des Parménides doit être l'occasion de traiter les questionnements précédents, non seulement dans le contexte particulier de la Méditerranée, mais également en organisant les contributions et les débats autour des grandes controverses que ce sujet fait émerger.

Une première demi-journée sera consacrée aux discours introductifs (CIHEAM, GID, personnalité politique) et 3 ou 4 présentations de cadrage général du colloque, dont une synthèse de la controverse interacadémique organisée par le GID en 2024 sur le thème « Alimentation et Population ».

Ensuite les présentations et les débats s'inscriront dans le cadre de 3 grandes thématiques, qui feront l'objet de 3 sessions d'une demi-journée :

- **Modèles de production agricole et sécurité alimentaire, à l'aune du changement climatique :**

La préservation des ressources naturelles, dont le changement climatique renforce l'urgence et la nécessité, a conduit depuis longtemps à pointer la question des alternatives au modèle dit « productiviste », promu dans les années 1950 et 1960, en Europe et aux Etats-Unis en particulier, puis au niveau mondial à travers la Révolution verte, pour garantir la sécurité alimentaire et éloigner la menace d'une réédition des famines de la première moitié du 20^{ème} siècle et des désordres politiques qui ont suivi. Corrélativement, s'est alors développée une controverse sur la capacité de ces alternatives (au début principalement l'agriculture biologique, puis de manière plus large, les alternatives pouvant être rangées parmi les pratiques agroécologiques) à satisfaire effectivement les besoins quantitatifs des populations : en quoi les modèles de production plus « écologiques » peuvent-ils garantir l'atteinte d'un niveau de production minimal ? Ne faut-il pas, pour assurer la satisfaction des besoins, conserver des pratiques dont les performances technico-économiques à la parcelle ont été démontrées ?

Par ailleurs, resurgit aussi une controverse sur la question de la place du marché (notamment international) sur la capacité des Etats à garantir leur approvisionnement : le recours au

marché ne doit-il être envisagé que comme un complément, certes indispensable, aux capacités locales de production qu'il faut soutenir dans une logique de durabilité, ou priorité doit-elle être donnée à une logique fondée sur les avantages comparatifs relatifs aux conditions de production, certaines exportations conditionnant les capacités d'importation de biens essentiels ?

● **Prix agricoles, prix alimentaires et politiques publiques :**

La suppression des mécanismes de garantie de prix à la production, dans les années 2000, a fait surgir depuis une quinzaine d'années, de nouvelles controverses sur le partage de la valeur ajoutée dans les chaînes de valeurs. Ainsi, la volonté de préserver des prix « bas » pour les denrées alimentaires a conduit les autorités européennes à privilégier un soutien à la production (paiements directs aux exploitations, découplé du niveau de production), leur donnant aussi un certain avantage sur les marchés internationaux. Malgré cela, on constate la difficulté d'un nombre croissant d'agriculteurs à dégager un revenu satisfaisant, cependant que l'accessibilité des produits alimentaires « de qualité » reste réservée aux consommateurs les plus aisés. Faut-il envisager des dispositifs, complémentaires ou alternatifs, de soutien à la consommation ? La lutte contre la précarité alimentaire doit-elle relever, comme pour la santé ou l'accès à un emploi, d'une logique assurantielle socialisée ?

Plus récemment, la pandémie de COVID et les perturbations induites par certains conflits sur les échanges internationaux ont mis en exergue la fragilité des filières d'approvisionnement et interrogent l'articulation entre « local et global » comme critère de la durabilité des systèmes alimentaires : Faut-il accompagner prioritairement les acteurs locaux dans la transition vers des systèmes alimentaires territorialisés pour garantir la souveraineté alimentaire nationale ou promouvoir des politiques nationales de transition vers des systèmes alimentaires durables, guidée par les impératifs de sécurité et souveraineté ? Comment ces politiques nationales s'intègrent-elles dans des dispositifs et institutions régionales et globales ?

● **Diète méditerranéenne, régimes alimentaires, formation et éducation alimentaire :**

La « diète méditerranéenne », inscrite au patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO en 2010, est régulièrement invoquée comme repère pouvant guider les politiques publiques agricoles et alimentaire dans la transition vers des systèmes alimentaires durables, c'est-à-dire qui garantissent l'accès à une alimentation et qui contribuent à la santé des populations et de la Planète dans la durée. Or, nombre de pays du bassin méditerranéen sont au contraire aujourd'hui très éloignés de ce régime alimentaire, comme en témoignent des indicateurs relatifs à l'obésité, aux maladies cardio-vasculaires ou au diabète. Les déterminants de cette situation sont connus : l'agressivité des stratégies marketing des multinationales de l'agroalimentaire, en particulier dans le domaine des boissons, se sont traduites par une forte pénétration des marchés intérieurs de produits particulièrement riches en sucres qui ont concurrencé/déqualifié des productions plus traditionnelles, cette évolution a été largement facilitée par une transformation des modes de vie, principalement en ville.

La réhabilitation de régimes alimentaires durables², comme la diète méditerranéenne, peut-elle permettre de légitimer la réintroduction de productions agricoles plus diversifiées et plus intéressantes dans une perspective agroécologique (légumineuses par exemple), et à quelles conditions ? Par quels moyens peut-on accompagner la transition vers ces régimes dans la restauration au foyer et hors foyer et quels sont les principaux freins à ces évolutions ? Comment intégrer dans cette transition la forte urbanisation, notamment ces mégapoles

² Les régimes alimentaires durables sont les régimes à faible impact environnemental qui contribuent à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à une vie saine pour les générations actuelles et futures. Les Diètes durables sont protectrices et respectueuses de la biodiversité et des écosystèmes, culturellement acceptables, économiquement équitables et abordables ; nutritionnellement adéquats, sûrs et sains tout en optimisant les ressources naturelles et humaines (FAO-Bioversity, 2010).

littorales qui affectent le bassin méditerranéen, accentuant les problématiques de l'accès à une alimentation diversifiée dans les zones rurales ? Cette nécessaire transition peut-elle facilitée par une meilleure éducation alimentaire de la jeunesse et du grand public, mais aussi par une formation plus ciblée des responsables des industries agro-alimentaires et de la distribution ? Au-delà des enjeux nutritionnels et environnementaux, la promotion de la diète méditerranéenne emporte des enjeux culturels très forts, qui peuvent aussi contribuer à redynamiser les économies locales et ainsi participer à la nécessaire inclusion socio-économique et culturelle des jeunes générations.

À quel niveau du système alimentaire faut-il intervenir pour qu'un modèle alimentaire de type méditerranéen soit réhabilité ? L'environnement alimentaire peut-il être le niveau du système agroalimentaire sur lequel intervenir ?

La transition vers des systèmes alimentaires durables dans la région méditerranéenne nécessite le développement d'une série de politiques globales, cohérentes, intégrées et holistiques qui abordent différents domaines de l'agriculture, de la nutrition, de la santé, du mode de vie, de la société, de la culture, de l'économie, de l'environnement et de la biodiversité. Mais comment mettre en œuvre la transition vers des systèmes alimentaires plus durables ? et comment définir la durabilité d'un système alimentaire ?

Ce sera l'objectif majeur de ce colloque.